

# COMMUNIQUÉ

Grand Orient de France  
Grande Loge Féminine de France  
Fédération Française du Droit Humain

Les Obédiences signataires tiennent à s'associer à toutes les institutions publiques nationales et internationales et à toutes les associations non gouvernementales de défense des droits de l'homme qui dénoncent l'orientation très dangereuse prise par le projet de déclaration finale de la Conférence des Nations Unies sur la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance, dit de « Durban II », et qui sera examiné à Genève en avril prochain.

Présidé par la Lybie et vice-présidé par l'Iran, le Comité Préparatoire institué pour la finalisation du projet de déclaration se livre à un véritable détournement du concept de protection des droits de l'homme pour tenter :

a) d'imposer, au nom de la prétendue liberté religieuse, la supériorité d'une religion - l'Islam – sur toutes les autres religions et sur tous les mouvements d'idées en exigeant notamment l'établissement d'un délit de blasphème en contradiction ouverte avec la liberté absolue de conscience, la liberté d'expression et la laïcité ;

b) d'institutionnaliser l'antisémitisme au sein de la Conférence de l'ONU en mettant ouvertement et systématiquement en accusation l'Etat d'Israël par des thématiques racistes n'ayant aucun rapport avec le libre examen critique de la politique étrangère d'un Etat membre de l'ONU ;

c) de promouvoir des thèses sexistes, hostiles aux droits des femmes et contestant en particulier leur droit à l'émancipation ;

d) de refuser la condamnation des Etats qui pratiquent la discrimination, voire la répression, au sein de leur propre société ;

e) de rejeter l'universalité des droits de l'homme au profit d'un communautarisme exacerbé qui devrait tenir compte des « spécificités culturelles » pour mieux discriminer entre les catégories de citoyens.

Après le retrait du Canada et d'Israël de ce processus, l'Administration OBAMA a annoncé à son tour son retrait et sa participation en tant que simple observateur à la Conférence de l'ONU à Genève.

Devant la gravité de la situation, les Obédiences suscitées appellent Monsieur le Président de la République à agir pour que les pays membres de l'Union européenne refusent également de cautionner cette mascarade et s'abstiennent de participer à la Conférence de Genève autrement qu'en tant qu'observateurs.

En cette période de célébration du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la France doit vigoureusement dénoncer l'orientation de la Conférence dite de « Durban II » à Genève et peser de tout son poids pour stopper cette dérive inacceptable au sein des instances de l'ONU.

Paris, le 6 mars 2009